



**PRÉFÈTE  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction du Pilotage  
et de l'Animation Interministérielle**  
Bureau de l'environnement

Arrêté n° 78/2024/ENV du

**1 OCT. 2024**

**mettant en demeure la société O-I France SAS sise sur la commune de GIRONCOURT-SUR  
VRAINE de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement**

La préfète des Vosges  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment l'article L. 171-8 ;

Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022, portant nomination de la  
Préfète des Vosges, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 11/2020/ENV du 11 février 2020 relatif à l'exploitation  
d'une verrerie située au 28 rue d'Alsace à GIRONCOURT-SUR-VRAINE et exploitée par la  
société O-I France SAS ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 août 2024 ;

Vu le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis à la société O-I France SAS par courrier en  
date du 13 août 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de  
l'environnement ;

Considérant les constats réalisés lors de la visite de contrôle de l'inspection des installations  
classées du 23 mai 2024 et en particulier :

- les mesures continues de débit n'ont pas été mises en œuvre pour l'ensemble des fours de  
l'établissement, et l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier cette omission ;
- l'opacimètre du conduit 3 est défectueux depuis février 2024 et l'exploitant n'est pas en  
mesure de le réparer.
- la surveillance réglementaire pour l'année 2023 n'a pas été réalisée ;

Considérant que la comparaison et la similitude des émissions rejetées en poussière entre les  
conduits 3 et 4 ne peuvent pas être démontrées puisque les mesures de débit ne sont  
pas réalisées,

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 10.3.1  
de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé, ainsi qu'aux dispositions de l'article 25 de  
l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement qui disposent que :

*« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositif et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;*

Considérant que la société O-I France SAS n'a pas émis d'observation sur le projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été transmis le 13 août 2024 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

### Arrête

**Article 1** – La société O-I FRANCE SAS, dont le siège social est situé 64 Boulevard du 11 novembre 1918 – 69100 Villeurbanne, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées sur la commune de Gironcourt-sur-Vraine les dispositions :

- l'article 10.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé,

**Article 2** – Afin de justifier du respect des dispositions de l'article premier de la présente injonction préfectorale, la société O-I France SAS devra fournir à la préfète des Vosges :

- sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :
- un appareil de mesure pour l'autosurveillance du débit de tous les conduits (3,4,5) ;
- le fonctionnement de l'opacimètre pour les fours 3 et 4 afin d'avoir une mesure continue pour la poussière ;
- les résultats de mesures réglementaires pour tous les conduits et les polluants de l'établissement, réalisés par un laboratoire agréé.

**Article 3** - Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 4** - La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société O-I France SAS, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de Gironcourt-sur-Vraine et au sous-préfet de Neufchâteau.

Fait à Epinal le **01 OCT. 2024**

La préfète

Voies et délais de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication

  
**Valérie MICHEL-MOREAUX**